



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE- NEUVIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 22 septembre 2010 — N° 134

Neuf heures quarante-cinq

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Yvon Vallières**

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Saint-Henri–Sainte-Anne sur le sujet suivant : *Fête des grands-parents*.
- Le député de Bourget sur le sujet suivant : *25^e anniversaire de l'organisme Le Chez-Nous de Mercier-Est*.
- Le député de Jean-Lesage sur le sujet suivant : *Hommage au Challenge Bell*.
- La députée d'Iberville sur le sujet suivant : *La Fête dans l'rang*.
- Le député de Lévis sur le sujet suivant : *Féliciter les récipiendaires des 25^{es} prix Gémeaux*.
- Le député de L'Assomption sur le sujet suivant : *Médaille de l'Assemblée nationale à M. Paul Lapostolle*.
- Le député de Charlesbourg sur le sujet suivant : *Souligner les 10 ans de fondation de « Les aidants naturels de Charlesbourg »*.
- Le député de Groulx sur le sujet suivant : *Hommage à M. Omer Boudreau*.

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Consultation générale

- 1) Projet de loi n° 103
Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française le **2 juin 2010**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 38
Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire et la Loi sur l'Université du Québec en matière de gouvernance
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le 16 juin 2009
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **6 octobre 2009**
- 3) Projet de loi n° 54
Loi modifiant la Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique et la Loi sur la Régie de l'énergie
Présenté par la ministre des Ressources naturelles et de la Faune le **10 juin 2009**

- 4) Projet de loi n° 79
Loi modifiant la Loi sur les mines
Présenté par le ministre délégué aux Ressources naturelles et à la Faune le 2 décembre 2009
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le **21 septembre 2010**
- 5) Projet de loi n° 82
Loi sur le patrimoine culturel
Présenté par la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine le **18 février 2010**
-
- * Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 6) Projet de loi n° 89
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'en renforcer le respect
Présenté par la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs le **15 avril 2010**
- 7) Projet de loi n° 92
Loi modifiant la Loi électorale concernant la représentation électorale
Présenté par le ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques le 25 mars 2010
Reprise du débat ajourné au nom du député de Gaspé le **11 mai 2010**
- 8) Projet de loi n° 94
Loi établissant les balises encadrant les demandes d'accommodement dans l'Administration gouvernementale et dans certains établissements
Présenté par la ministre de la Justice le **24 mars 2010**
- 9) Projet de loi n° 107
Loi sur l'Agence du revenu du Québec
Présenté par le ministre du Revenu le **8 juin 2010**
- 10) Projet de loi n° 109
Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le **10 juin 2010**

- 11) Projet de loi n° 110**
Loi modifiant le régime de santé et de sécurité du travail pour accorder une plus grande protection à certains domestiques
Présenté par le ministre du Travail le **4 juin 2010**

Étude détaillée en commission

- 12) Projet de loi n° 16**
Loi favorisant l'action de l'Administration à l'égard de la diversité culturelle
Présenté par la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles le 18 mars 2009
Principe adopté le 22 septembre 2009
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **21 octobre 2009**

- 13) Projet de loi n° 44**
Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel en matière de gouvernance
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le 16 juin 2009
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 6 octobre 2009
Principe adopté le **27 octobre 2009**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

- 14) Projet de loi n° 48**
Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le leader du gouvernement et ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques le 14 mai 2009
Rapports de la Commission des institutions (consultations) déposés les 11 juin 2009 et 8 octobre 2009
Principe adopté le **25 novembre 2009**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 15) Projet de loi n° 71**
Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre des Transports le 3 décembre 2009
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 10 mars 2010
Principe adopté le **11 mars 2010**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

- 16) Projet de loi n° 88**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement concernant la gestion des matières résiduelles et modifiant le Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles
Présenté par la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs le 17 mars 2010
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 15 avril 2010
Principe adopté le **13 mai 2010**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 17) Projet de loi n° 93**
Loi modifiant la Loi électorale concernant les règles de financement des partis politiques et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques le 25 mars 2010
Principe adopté le **15 avril 2010**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 18) Projet de loi n° 96**
Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre du Revenu le 11 mai 2010
Principe adopté le **26 mai 2010**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 19) Projet de loi n° 104**
Loi sur l'abolition de certains conseils et du Fonds du service aérien gouvernemental
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 12 mai 2010
Principe adopté le **25 mai 2010**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 20) Projet de loi n° 111**
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de favoriser l'exécution réciproque de décisions ordonnant le paiement d'une somme d'argent
Présenté par le ministre du Travail le 11 juin 2010
Principe adopté le **21 septembre 2010**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

21) Projet de loi n° 190

Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs
Présenté par le député de Shefford le **25 mars 2009**

22) Projet de loi n° 191

Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Shefford le **25 mars 2009**

23) Projet de loi n° 192

Loi modifiant la Loi permettant d'assurer l'agrandissement du parc national du Mont-Orford, la préservation de la biodiversité de territoires limitrophes et le maintien des activités récréotouristiques afin de réintégrer dans les limites territoriales de ce parc les terres qui en ont été distraites
Présenté par le député de Berthier le **7 avril 2009**

24) Projet de loi n° 193

Loi modifiant la Loi sur les transports
Présenté par le député de Chutes-de-la-Chaudière le **8 avril 2009**

25) Projet de loi n° 194

Loi modifiant la Loi sur l'assurance maladie
Présenté par le député de La Peltrie le **29 avril 2009**

26) Projet de loi n° 196

Loi sur la protection des dénonciateurs du secteur public québécois
Présenté par le député de Richelieu le **29 avril 2009**

27) Projet de loi n° 198

Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Marguerite-D'Youville le **14 mai 2009**

28) Projet de loi n° 391

Loi visant à affirmer les valeurs fondamentales de la nation québécoise
Présenté par la députée de Charlevoix le **24 novembre 2009**

29) Projet de loi n° 393

Loi modifiant la Loi sur l'administration publique afin d'obliger les ministères et organismes à publier un rapport mensuel de leurs dépenses
Présenté par le député de Shefford le **29 avril 2010**

30) Projet de loi n° 394

Loi sur l'Agence québécoise du cancer
Présenté par le député de La Peltre le **14 avril 2010**

31) Projet de loi n° 395

Loi encadrant l'accessibilité et l'universalité des services de santé au Québec
Présenté par le député de Mercier le **27 avril 2010**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

32) 21 septembre 2010

Motion du député de Chicoutimi :

QUE l'Assemblée nationale du Québec mandate la Commission des institutions afin de faire la lumière sur la contradiction entre l'intervention admise par Me Denis Roy du cabinet du premier ministre auprès du Procureur général du Québec dans le mégaprocès des Hell's Angels et la réponse formulée à l'Assemblée nationale par le premier ministre le 23 octobre 2003 :

« ...et s'il est en train de nous demander si, oui ou non, moi, je suis intervenu, si j'ai posé des gestes, ou quelqu'un de mon bureau, dans une affaire qui est devant les tribunaux, la réponse, évidemment, c'est non » ;

QU'elle entende toutes les personnes qu'elle jugera nécessaire, notamment le premier ministre, M. Stéphane Bertrand, Me Denis Roy et Me Marc Bellemare.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat statutaire

- Audition portant sur les projets de modernisation des centres hospitaliers universitaires de Montréal.
- Audition du sous-ministre de la Justice concernant le soutien aux activités judiciaires dans les palais de justice.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 109**, Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (mandat confié le 21 septembre 2010).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie du logement.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- **Projet de loi n° 103**, Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 2 juin 2010).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 44**, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel en matière de gouvernance (mandat confié le 27 octobre 2009).

Mandat d'initiative

- Examiner le phénomène du décrochage scolaire en se concentrant sur la valorisation de l'éducation et sur les actions mises en œuvre dans les différentes régions du Québec.

Mandat statutaire

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire, conformément à l'article 4.2 de la *Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire*.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n°111**, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de favoriser l'exécution réciproque de décisions ordonnant le paiement d'une somme d'argent (mandat confié le 21 septembre 2010).

Mandat statutaire

- Étude des états financiers et des rapports annuels 2007-2008 et 2008-2009 du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Commission des partenaires du marché du travail.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 107**, Loi sur l'Agence du revenu du Québec (mandat confié le 21 septembre 2010).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 96**, Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 26 mai 2010).
- **Projet de loi n° 104**, Loi sur l'abolition de certains conseils et du Fonds du service aérien gouvernemental (mandat confié le 25 mai 2010).

Mandat d'initiative

- L'indexation des régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- **Projet de loi n° 94**, Loi établissant les balises encadrant les demandes d'accommodement dans l'Administration gouvernementale et dans certains établissements (mandat confié le 25 mars 2010).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 48**, Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (mandat confié le 25 novembre 2009).
- **Projet de loi n° 93**, Loi modifiant la Loi électorale concernant les règles de financement des partis politiques et modifiant d'autres dispositions législatives (mandat confié le 15 avril 2010).

Mandat réglementaire

- Audition du Protecteur du citoyen.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examiner les orientations, les activités et la gestion de la Commission des services juridiques.

Mandat d'initiative

- Audition de M. Pierre Marc Johnson concernant les orientations formulées par le gouvernement du Québec auprès du gouvernement fédéral au sujet du projet d'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne, ainsi que sur l'état actuel des négociations et les enjeux que soulève ce projet.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 16**, Loi favorisant l'action de l'Administration à l'égard de la diversité culturelle (mandat confié le 22 septembre 2009).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat statutaire

- Étude des rapports annuels 2005-2006 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Montréal; Laval; Lanaudière (décision de la Commission des affaires sociales le 13 mai 2009).
- Étude des rapports annuels 2006-2007 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Montréal; Laval; Lanaudière; Laurentides; Montérégie (décision de la Commission des affaires sociales le 13 mai 2009).
- Étude des rapports annuels 2007-2008 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Montréal; Laval; Lanaudière; Laurentides; Montérégie (décision de la Commission des affaires sociales le 13 mai 2009).
- Étude des rapports annuels 2008-2009 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Chaudière-Appalaches, Lanaudière, Montréal (déféré le 6 octobre 2009); Baie-James, Laval, Montérégie et Outaouais (déféré le 7 octobre 2009); Bas-Saint-Laurent, Mauricie et Centre-du-Québec (déféré le 8 octobre 2009); Estrie et Laurentides (déféré le 20 octobre 2009).
- Étude du rapport annuel 2008-2009 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (déféré le 10 février 2010).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 71**, Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 11 mars 2010).

- **Projet de loi n° 88**, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement concernant la gestion des matières résiduelles et modifiant le Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d’assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles (mandat confié le 13 mai 2010).

Mandat d’initiative

- La situation des lacs au Québec en regard des cyanobactéries.

Mandat réglementaire

Surveillance d’organismes publics et reddition de comptes :

- Examiner les orientations, les activités et la gestion de la Commission de la qualité de l’environnement Kativik.
- Examiner les orientations, les activités et la gestion du Conseil d’experts sur les contributions d’assurance de la Société de l’assurance automobile du Québec.

Étude de pétitions :

- Pétition 1245-20100429 concernant un projet de réseau ferroviaire reliant plusieurs régions du Québec, le TransQuébec Express.

COMMISSION SPÉCIALE SUR LA QUESTION DE MOURIR DANS LA DIGNITÉ

Mandat de l’Assemblée

Consultation générale :

- Question du droit de mourir dans la dignité (mandat confié le 9 décembre 2009).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

29) M. Trottier (Roberval) – **27 novembre 2009**

À la ministre des Ressources naturelles et de la Faune :

Le 22 avril 2005, lors du Budget 2005-2006, votre gouvernement a annoncé 205 M\$ pour soutenir le virage dans le secteur forestier.

1. Combien de cet argent a été dépensé ?
2. Combien d'emplois ont été créés?
3. Combien d'emplois ont été créés et d'argent dépensé, ventilés par projet ?

30) M. Trottier (Roberval) – **27 novembre 2009**

À la ministre des Ressources naturelles et de la Faune :

Le 17 octobre 2005, en lien avec le virage forestier québécois, votre gouvernement annonçait un investissement de plus de 450 M\$ sur trois ans en réponse aux plans d'action soumis par les régions.

1. Combien de cet argent a été dépensé ?
2. Combien d'emplois ont été créés?
3. Combien d'emplois ont été créés et d'argent dépensé, ventilés par projet ?

31) M. Trottier (Roberval) – **27 novembre 2009**

À la ministre des Ressources naturelles et de la Faune :

Le 28 mars 2006, en lien avec le Plan d'intervention pour la forêt, votre gouvernement a annoncé une série d'initiatives totalisant 925 M\$ pour relancer l'industrie forestière québécoise.

1. Combien et quelles initiatives ont été financées ?

2. Combien de cet argent a été dépensé ?
3. Combien d'emplois ont été créés?
4. Combien d'emplois ont été créés et d'argent dépensé, ventilés par projet ?

32) M. Trottier (Roberval) – **27 novembre 2009**

À la ministre des Ressources naturelles et de la Faune :

Le 20 octobre 2006, votre gouvernement annonce que le plan gouvernemental comprendra quatre volets et qu'il totalise des investissements de 721,8 M\$. Le communiqué de presse disait :

« Le plan gouvernemental comprend quatre volets et il totalise des investissements de 721,8 M\$. Ces quatre volets sont :
 – un soutien aux travailleurs de 54,8 M\$;
 – un soutien aux communautés de 45 M\$;
 – un investissement de 197 M\$ dans une nouvelle approche de la gestion forestière;
 – le maintien d'une enveloppe de 425 M\$ destinée au financement de projets de modernisation d'entreprises avec certains ajustements, particulièrement en levant la contrainte d'obtenir en garantie les droits compensatoires ».

1. Quel est le détail des projets financés pour chacun de ces volets ?
2. Combien de cet argent a été dépensé ?
3. Combien d'emplois ont été créés?
4. Combien d'emplois ont été créés et d'argent dépensé, ventilés par projet ?

33) M. Trottier (Roberval) – **27 novembre 2009**

À la ministre des Ressources naturelles et de la Faune :

Le 10 mai 2007, au sein du plan de travail pour les huit prochains mois, votre gouvernement annonce 60 M\$.

1. Combien de cet argent a été dépensé ?

2. Combien d'emplois ont été créés?
3. Combien d'emplois ont été créés et d'argent dépensé, ventilés par projet ?

34) M. Trottier (Roberval) – **27 novembre 2009**
À la ministre des Ressources naturelles et de la Faune :

Le 19 mars 2009, au sein du Budget 2009-2010, votre gouvernement prévoit 65 M\$ sur deux ans pour les travaux sylvicoles et le développement de nouveaux marchés dans le budget du Québec.

1. Combien de cet argent a été dépensé ?
2. Combien d'emplois ont été créés?
3. Combien d'emplois ont été créés et d'argent dépensé, ventilés par projet ?

35) M. Trottier (Roberval) – **27 novembre 2009**
À la ministre des Ressources naturelles et de la Faune :

En mai 2009, avec Ottawa, votre gouvernement accorde 200 M\$ pour les travaux de sylviculture.

1. Combien de cet argent a été dépensé ?
2. Combien d'emplois ont été créés?
3. Combien d'emplois ont été créés et d'argent dépensé, ventilés par projet et par région ?

45) M. St-Arnaud (Chambly) – **27 avril 2010**
Au ministre de la Sécurité publique :

1. Au 27 avril 2010, combien y avait-il de mandats d'arrestation émis par l'ensemble des corps policiers du Québec, et toujours en vigueur ?
2. Combien de ces mandats d'arrestation faisaient suite au défaut d'un accusé de se présenter à la cour tel que prévu ?

- 46) M. Bonnardel (Shefford) – **8 juin 2010**
Au ministre des Finances :

Le conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec compte actuellement 14 membres. Malgré la présence d'une personne représentant les intérêts des travailleurs, les retraités en sont toujours exclus. En effet, alors que des organisations comme OMERS, la Régie des rentes du Québec et la CARRA font place aux retraités au sein de leur conseil d'administration, les retraités du Québec n'ont toujours aucun moyen de s'assurer directement de la gestion prudente de leurs économies à la Caisse. Dans un esprit de transparence et considérant que plus de la moitié des actifs gérés par la Caisse concerne les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, ne serait-il pas pertinent de nommer une personne représentant les intérêts des personnes retraitées au conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec ?.

- 48) M. Caire (La Peltrie) – **10 juin 2010**
À la présidente du Conseil du trésor :

Selon le ministre des Finances, les dispositions du projet de loi n° 100, mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette, s'appliqueront à environ 600 organismes relevant du gouvernement du Québec.

Quels sont ces 600 organismes et quelle est leur répartition en fonction de :

- leur catégorie d'appartenance (organismes budgétaires, autres que budgétaires, ceux exerçant des opérations fiduciaires dont le personnel est assujéti à la *Loi sur la fonction publique* et autres variantes) ;
- leur ministère de tutelle et, le cas échéant, le programme ou l'élément de programme dans lesquels ils sont insérés ;
- leur budget annuel de fonctionnement ;
- leur nombre d'employés ;
- et la composition de leur conseil d'administration, le cas échéant.

49) M. Bonnardel (Shefford) – **22 septembre 2010**

Au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire :

En vertu de l'article 79.1 de la *Loi sur la Régie du logement*, les frais engagés par les propriétaires fonciers pour la collection des loyers ou l'éviction des locataires peuvent être remboursés par la Société d'habitation du Québec, jusqu'à concurrence de 6 \$ pour la signification par la poste de la procédure introductive d'instance à chaque partie et de 20 \$ pour la signification par huissier. Cependant, avec l'augmentation du coût de la vie des dernières années, les montants remboursés sont bien en deçà des frais réellement payés par les demandeurs. Dans les situations où les propriétaires fonciers ont gain de cause, ceux-ci doivent donc assumer des pertes notables en ce qui a trait aux frais pour la signification des actes procéduraux. Par exemple, à Waterloo, dans la circonscription de Shefford, les services d'un huissier ne sont pas disponibles. Il en coûte donc 8,00 \$ pour la lettre de signification et 28,50 \$ pour la livraison de celle-ci par un huissier de Granby. La livraison postale de la signification de l'acte est, quant à elle, de 9,04 \$.

Dans ce contexte, pourquoi le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire n'amende-t-il pas la *Loi sur la Régie du logement* pour donner davantage de flexibilité aux régisseurs afin que ces derniers puissent accorder des remboursements selon les tarifs actuellement en vigueur ?

50) M. Bonnardel (Shefford) – **22 septembre 2010**

Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs :

Depuis le phénomène engendré par les cyanobactéries, la réglementation en matière d'évacuation et de traitement des eaux usées du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs est si sévère que, sur le plan pratique, elle est impossible à respecter dans son intégralité par les propriétaires. Entre autres, la norme exigée dont le pourcentage de rejet doit être en deçà de 0,05 % est irréalisable avec la technologie disponible à l'heure actuelle. Ainsi, pour les résidences isolées situées en amont d'un lac, aucun système existant ne répond aux normes exigées par le ministère, hormis les fosses scellées. En effet, ce type de fosse convient aux installations comme les chalets, mais n'est pas approprié pour les résidences principales. Pour les mêmes raisons, les frais reliés aux systèmes de traitement et d'évacuation des eaux usées des installations commerciales sont devenus exorbitants pour leurs propriétaires. Donc, pendant que le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs tergiverse quant à la recherche d'une solution à cette problématique, la désuétude des systèmes actuels d'évacuation et de

traitement des eaux usées de nombreuses résidences et commerces engendre le rejet complet et total de ces eaux usées dans l'environnement.

Face à cette situation, quelle action rapide et concrète le ministre envisage-t-il d'entreprendre afin de s'assurer du respect de la *Loi sur l'environnement* tout en aidant les propriétaires à mettre en place un système d'évacuation et de traitement des eaux usées à la fois raisonnable en termes de coût et approprié aux besoins des propriétaires ?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

a) 21 septembre 2010

Loi autorisant la conclusion de conventions collectives d'une durée supérieure à trois ans dans les secteurs public et parapublic – *ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor.*

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS